

**CIBLE**

## Singapour

**F**ormidable ! Le premier prix mondial de compétitivité a été attribué à Singapour par le « World Economic Forum », qui organise les célèbres rencontres de Davos au cours desquelles les capitalistes du monde entier mitonnent les recettes de l'ultralibéralisme. Et notre pauvre France est au 23<sup>e</sup> rang (sur 26), juste devant Israël !

Au moment où les ultralibéraux du « Forum » dénonçaient notre système de protection sociale et le manque de flexibilité du travail dans les pays européens, TF1 présentait un reportage célébrant l'efficacité radicale de la lutte contre le tabac telle qu'elle est menée ... à Singapour. Encore bravo ! Cependant, les experts de Davos et les moralistes de TF1 n'ont pas indiqué les conditions politiques de l'efficacité économique et sanitaire singapourienne : à savoir une dictature qui semble tout droit sortie du roman de George Orwell.

Le libéralisme économique suppose toujours un système de répression, capable de briser les révoltes nées de l'injustice. L'extrême « compétitivité » exige une contrainte extrême.

## BULGARIE

# Siméon le médiateur



### Institutions

## Contre le quinquennat

p. 6/7

### Incohérence

## Le problème corse

p. 3

Je ne saurais laisser passer sans réagir certaines affirmations concernant la présentation de *Royaliste* parues sous le titre de « *Volée de bois vert* » dans le numéro 664. Certes votre journal a une allure un peu austère mais elle est obligatoire à partir du moment où vous ne pouvez recourir à la quadrichromie. Ceci admis, je trouve votre mise en page particulièrement agréable et lisible, ce qui est de plus en plus rare dans la presse actuelle. Je fais circuler le journal dans mon milieu professionnel (qui est justement la presse...) et n'ai recueilli que des impressions favorables. Là aussi je suis en désaccord avec votre correspondant. Bien loin de percevoir la NAR comme « *un groupuscule extrémiste (...)* qui fait peur » mes interlocuteurs sont toujours frappés par l'ouverture d'esprit et le souci de dialogue qui se dégage de *Royaliste*. Tenez bon sur cette ligne c'est ce qui fera votre succès. Quand aux nouveaux lecteurs, c'est à NOUS, lecteurs actuels, de les chercher, sans attendre un miracle lié à une éventuelle modification de la présentation.

G.B. (Isère)

### Royauté et tradition

Je tiens tout d'abord à vous remercier - vous et toute votre équipe - pour le gracieux abonnement dont vous me faites bénéficier.

Il me semble être pleinement en accord avec vos options sociales et votre critique de l'ultra-libéralisme. Qui plus est, votre combat ne manque pas de panache ! Vous avancez à visage découvert. Vos analyses ont toute l'acuité désirable. Vos arguments portent. Vos plumes sont aiguisées à souhait...

Cependant je ne vous cache pas que j'ai quelque difficulté à adhérer à la notion de royauté telle que vous paraissez l'envisager. Que vous vous réclamiez de « *ceux qui* », dites-vous, *avaient compris que la Révolution Française ne pouvait trouver d'accomplissement positif sans la médiation royale* », soit. Mais quelle est votre position de fond par rapport à ce que représente la Révolution Française ? Si vous acceptez l'idée qu'elle fut au moins en partie rendue nécessaire par le déclin de la monarchie d'Ancien Régime, ou bien - ce qui revient presque au même - qu'elle fut préparée par l'absolutisme autocratique, ne devriez-vous pas chercher à vous dégager très énergiquement de toute tentation louis-quatorzienne et de toute dérive absolutiste pour défendre la

fonction régulièrement dévolue au Roi dans un projet global de réévaluation et de restauration intégrale des idées et valeurs traditionnelles ?

Cela, il va sans dire, ne me paraît nullement compatible avec une défense de l'État moderne telle qu'elle se fait jour, par exemple, dans l'article récent de Jacques Blangy (« *Redécouverte de l'État* », *Royaliste* n° 663).

Peut-être mettez-vous la virulence des propos qui suivent sur le compte d'un net penchant pour la pensée de Joseph de Maistre... Villipendez tant que vous voudrez l'étroit traditionalisme et l'intégrisme, mais soyez toujours, en tant que royalistes, les ardents défenseurs de la tradition ! Défiez-vous, par dessus tout, du nationalisme et du laïcisme républicain !

Quelles sont vos positions, ou vos réserves de fond, quant à l'existence de ces deux autres réalités traditionnelles que sont l'Empire et la Papauté ? (vous n'en parlez guère). Plus concrètement, comment envisagez-vous le rapport de la Royauté française avec le Saint-Siège ? Êtes-vous résolument hostile à la commémoration du 1500<sup>e</sup> anniversaire du baptême de Clovis à Reims en présence du pape Jean-Paul II ? Commémoration qui ne manquera pas de réactiver symboliquement la figure de la nécessaire soumission du pouvoir temporel à l'autorité spirituelle (cf. René Guénon - *Autorité spirituelle et pouvoir temporel* - réponse indirecte, mais « *principielle* », au *Non possumus* de Maurras en 1926)...

Je crois en la force intrinsèque des idées et je vous avoue que je suis intimement convaincu que c'est pour une bonne part autour de vos positions que se joue - même invisiblement - l'avenir de la politique en France. Je dis cela sans éprouver pour autant, à proprement parler, de « *passion politique* » (je vous ai « *découvert* » en lisant un livre de Luc de Goustine : mon domaine d'élection est le domaine traditionnel). La royauté est une réalité sacrée que je m'inquiète de voir profanée et outrancièrement laïcisée. Aussi je vous écris. Vous fêtez vos 25 ans d'existence et je vous connais seulement depuis quelques mois. Peut-être comprendrai-je mieux votre position en lisant les prochains numéros de *Royaliste*... Et pourquoi pas un numéro éclairant les rapports complexes de la Royauté française, de l'Empire et de la Papauté ?...

F. V. (Paris).

## Courrier

### Se définir comme royaliste

Dans le courrier des lecteurs du numéro 664, une lettre intitulée « *Volée de bois vert* » apporte des critiques dans le souci de voir la NAR se développer. En particulier, elle propose de changer le nom du mouvement. En tout cas, il ne faut surtout pas supprimer le mot royaliste. Sinon on retrouve la stratégie qui avait été adoptée il y a un siècle, consistant à faire appel à d'autres considérations pour convertir à la monarchie. Ainsi le journal s'appela l'*Action Française* (non l'*Action Royaliste*) et se proclamait le nationalisme intégral. Selon la même méthode, ses héritiers, il y a quelques années, établirent la liaison avec les dits traditionalistes religieux. Sans faire de commentaires disons simplement que la NAR, au contraire, annonce d'emblée son identité royaliste, noir sur blanc, et elle a raison. D'abord parce qu'il existe aujourd'hui un public qui s'interroge sur le bien-fondé de la royauté sans avoir besoin de détour. En second lieu, parce que celle-ci étant sortie des thèses contre-révolutionnaires, biffer le mot royaliste conduirait, compte-tenu des clichés établis, à des confusions. Précisément ce qu'indique toujours cette lettre en déclarant « *c'est encore cette impression floue de non-positionnement clair... qui freine l'évolution de la NAR* ». Ce fut en partie vrai. Mais les articles « *Monarchie et valeurs familiales* » et « *Le parti des politiques* » du numéro 663 apportent maintenant une position claire, sans ambiguïté. La NAR attirera des adhérents si elle s'y maintient.

J. S.-E. (Pyrénées Atlantiques).

### Tel que ...

J'ai reçu ce matin, votre journal de propagande, dont je ne partage pas ses positions ambiguës, votre journal comme vous Mr Renouvin et tous vos journalistes qui ont composés celui-ci, n'ont rien de Royaliste, comme ceux qui s'accaparent JEANNE D'ARC, que ce soit LEPEN, ou CHIRAC la pomme à pépins. Jeanne d'Arc n'aurait sûrement pas apprécié l'horrible drapeau républicain comme étendard, cet horrible drapeau qui est le vôtre celui du parti Orléaniste. Mr Renouvin vous prétendez couronner la démocratie républicaine aux couleurs de celle-ci, avec le culot de dire

Liberté, Egalité, Fraternité, liberté pour la racaille gouvernante d'exploiter les gens, égalité pour la canaille de la chambre des députés de gauche comme de droite de mentir et magouiller et s'en mettre plein les poches, fraternité entre cette crapule d'être blanchi comme neige par la justice républicaine que vous prétendez vous orléaniste, couronner !

Non Mr Renouvin, garder votre canard royaliste à la sauce républicaine, je ne partage pas vos idées.

Fidèle à la cause légitime et au drapeau Blanc, étendard de Jeanne D'Arc et de Henri IV, gardez vos affreuses couleurs, vos idées qui sentent le républicain COCO, SOCIALO, RPR-UDF, et FN à plein nez. Avec des Milords Larssouille comme vous, et vos copins Merdocrate républicain, pas étonnant que la France est au plus bas, pauvre FRANCE ! l'es vraiment dégingolier bas !

P. B. (Oise).

[ *Note de la rédaction : Nous garantissons avoir conservé l'orthographe exacte de cette lettre et tenons l'original à la disposition des sceptiques.* ]

### Franco-français

Quelques réactions au courrier des lecteurs : une « *volée de bois vert* » que vous avez fait paraître dans le numéro 664... Trouvant pour ma part *Royaliste* bien écrit, passionnant, j'attache moins d'importance à l'aspect présentation (on peut toujours rêver - embaucher, « *relooker* »).

Cependant la réflexion des rédacteurs (sauf Y. La Marck) est trop franco-française. Par exemple Gérard Leclerc n'a jamais (sauf erreur) abordé l'oeuvre d'A. del Noce - philosophe italien -, on ne perçoit pas l'étude possible d'expériences d'autres pays pour les autres chroniques.

Votre force réside dans l'ouverture à d'autres pensées : pourquoi ne pas systématiser la formule Enquête-feuilleton qui permet d'aborder avec plus de profondeur un thème ?

Sur le thème de l'immigration je suis toujours très surpris par vos articles. Le débat est certes passionnel, mais je ne retrouve pas la même « *intensité* » de pensée que sur d'autres sujets. Vos positions paraissent utopiques. Pour clarifier le débat un face-à-face écrit Le Gallou (Front national) et Renouvin (NAR) serait intéressant.

J.G.E. (Puy-de-Dôme)

## Corse

# Violence de l'indécision

Aux actes violents qui ensanglantent la Corse, le gouvernement répond par une indécision qui est elle-même facteur de violence.

La situation de violence en Corse, caractérisée par des règlements de comptes entre groupes nationalistes, par des attentats contre des locaux administratifs et par l'angoisse de la population, le gouvernement répond par un double langage et annonce des mesures dont l'inefficacité est immédiatement démontrée. Ce faisant, il excite l'extrémisme, accroît la colère et l'humiliation des fonctionnaires, et l'angoisse des habitants de l'île. La dernière semaine de mai a illustré de manière consternante cette logique :

On se souvient que Jean-Louis Debré était venu sur l'île pour négocier dans des circonstances humiliantes (la démonstration armée des cagoulés) et que Jacques Toubon avait quant à lui réaffirmé l'autorité de l'État. Or le dialogue selon Debré n'a pas empêché la reprise des attentats, tandis que certains magistrats étaient empêchés d'instruire plusieurs affaires criminelles, et la police empêchée de faire son métier.

C'est dans ce contexte que le Premier ministre s'est solennellement prononcé devant l'Assemblée pour la fermeté face aux terroristes (ligne n° 1, du 28 mai) tandis que son ministre de l'Intérieur prônait le dialogue (ligne n° 2, du 28 mai) avec certains nationalistes, et que la Cour de Cassation dessaisissait des magistrats d'AJaccio et de Bastia de certaines affaires de terrorisme et de criminalité pour les

confier à des magistrats parisiens spécialisés : ce « *dépaysement* » d'affaires sensibles, au détriment de juges qui voulaient appliquer la loi, semble annoncer un traitement politique de ces affaires sous l'oeil du Garde des Sceaux (ligne n° 1 bis, du 29 mai, qui est une variante laxiste de la ligne n° 1 de fermeté).

A cela s'ajoute la variante économique de l'anarchie politique : tandis qu'Alain Juppé annonçait que la Corse deviendrait zone franche (ligne n° 1, du 28 mai), Jean-Claude Gaudin se rendait sur l'île pour déclarer que Bruxelles ne voulait pas de zone franche et qu'on allait créer des « *territoires de développement* » (ligne n° 3, du 30 mai). Rappelé à l'ordre par Maignon, le ministre de l'Aménagement du Territoire semble s'être rallié à la doctrine de la zone franche sans plus se soucier de Bruxelles.

Pour être complets, rappelons qu'il y a dans la majorité une ligne n° 4, exprimée par Raymond Barre, qui consiste à bazarder ces deux départements français qui coûtent cher et n'attirent que des ennus.

Les faiblesses et les contradictions gouvernementales font peur. Parce qu'elles auront des répercussions sanglantes en Corse. Parce qu'elles démontrent que les dirigeants du pays sont incapables de faire face à des situations délicates ou dangereuses.

Annette DELRANCK

## Travail

# Partage ou redistribution

Le 23 mai dernier, la journée d'action pour la réduction du temps de travail a amené un nombre important de travailleurs et de chômeurs à exiger autre chose que ce qui existe.

L'échec des recettes éculées du néolibéralisme appliquées depuis plus de dix ans est patent. Le candidat Chirac l'avait démontré : le chômage coûte cher, économiquement et humainement. Il fabrique des inadaptés à la société livrés au désespoir et au désœuvrement angoissé. Par contre, ceux qui ont du travail ont trop de travail, notamment les cadres : un cadre n'a pas d'horaires. Ainsi, il ne compte pas ses heures et sa disponibilité doit être totale. La CGC pourrait y penser...

La détérioration du service rendu au public par manque de moyens humains disqualifie l'affirmation du Premier ministre. Il a du confondre avec son gouvernement : là où se trouve la « *mauvaise grasse* » au vu des résultats obtenus.

Ceci peut expliquer la mobilisation de beaucoup de fonctionnaires qui n'ont pas manifesté pour leurs privilèges mais pour tous les chômeurs. La non participation de Force Ouvrière laisse un goût amer : les travailleurs ne sont pas descendus dans la rue en décembre dernier pour défendre les avantages menacés d'un syndicat dans les organismes sociaux.

Syndicats, patronat et gouvernement doivent rester attentifs. Ne pas avoir entendu cette clameur pacifique de décembre 1995 pourrait entraîner des révoltes incontrôlables.

La réduction du temps de travail, ce n'est pas la flexibilité que veut imposer le patronat avec un aménagement de

ce temps à son seul bénéfice. Ignominieusement, ayant empoché les cadeaux du gouvernement, plusieurs dizaines de milliards pour se refaire une santé financière et spéculer au besoin, il pense maintenant que ces subventions au privé ne sont plus utiles. Bien sûr ! Il craint que l'État ne lui demande des embauches en échange.

Ce dernier serait bien avisé de rechercher des solutions ailleurs. La réduction du temps de travail pour la CGT et la CFTC, c'est sans baisse de salaire avec embauches. Les plus aisés, eux, accepteraient une légère baisse, pense la CFDT. Cependant, pour créer des emplois, il faut aussi maintenir la consommation. Une baisse des revenus irait à l'encontre du but affirmé. Aussi, faut-il parfois écouter les minorités : la CFTC avance une piste originale.

Les allègements des charges sociales patronales n'ont produit aucun effet significatif sur l'emploi : pas d'embauche sans besoin de personnel supplémentaire. La CFTC propose d'alléger fortement, et seulement, les cotisations ouvrières dans les embauches professionnelles ayant conclu un accord de réduction du temps de travail d'au moins 10 % avec embauches correspondantes. Ainsi, le salaire net, celui réellement perçu, serait identique et la diminution du salaire brut dégagerait le financement des embauches devenues nécessaires.

Réfléchissez bien Monsieur Juppé, ça pourrait marcher.

J.-J. BOISSEROLLE

**royaliste**  
SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Violence de l'indécision - Partage ou redistribution - p.4 : Dépression confirmée - p.5 : Israël : la guerre prochaine - p.6/7 : Contre le quinquennat - p.8 : Un compagnon bienvenu - Qu'est-ce que travailler - p.9 : Dieu est-il fanatique ? - p.10 : Les Pleurs de Babel - Résister en Algérie - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Siméon le médiateur.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone : (1) 42.97.42.57  
Télécopie : (1) 42.98.05.53  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

## Support

## Dépression confirmée

La forte croissance enregistrée au premier trimestre est une fausse bonne nouvelle puisque le gouvernement s'enferme dans une logique de contraction. *Perseverare diabolicum* !

**I**l est toujours détestable de jouer les Cassandre au vu de résultats positifs, mais c'est un fait que nul ne fait fond sur la forte croissance de l'économie française enregistrée au premier trimestre.

En annonçant une augmentation de 1,2 % du produit intérieur brut pour le début de 1996, qui contraste heureusement avec la chute brutale de l'année dernière (0,7 % au premier trimestre, - 0,4 % pour les deux suivants, - 0,4 % au quatrième), l'INSEE a souligné qu'il ne fallait pas se faire d'illusion : aux facteurs saisonniers (grand nombre de jours ouvrables), s'est ajouté le report sur janvier des achats que les grèves de décembre avaient différés - notamment les achats d'automobile qui ont progressé (+ 19,7 %) de manière exceptionnelle.

Surtout, ce rebond de croissance (toujours bon à prendre puisqu'il va entraîner une légère amélioration de l'emploi) n'incite pas à l'optimisme en raison de trois mauvaises nouvelles publiées courant mai :

- le recul de la consommation des ménages pour le troisième mois consécutif. Après l'excellent résultat (+ 5,1 %) de janvier (dû au report de décembre qui a permis le redressement de l'activité), la consommation des ménages a connu une baisse en février (- 0,5 %), en mars (- 1,3 %) et en avril (-

1,4 %) qui tend à s'aggraver. Cette baisse de la demande va avoir un effet négatif sur les investissements des entreprises (qui avaient augmenté au vu des bons résultats de janvier) et le niveau de la croissance va par conséquent diminuer.

- la décision annoncée par le gouvernement de réduire fortement les dépenses publiques. Alors que la perspective officielle de croissance annuelle est médiocre (1,3 %) la politique de rigueur budgétaire, faussement vertueuse, va contribuer à déprimer notre trop faible activité économique selon une logique que les libéraux ne veulent pas admettre alors qu'elle produit inévitablement les mêmes effets : la réduction des dépenses de l'État (en salaires versés aux fonctionnaires, en équipements publics...) entraîne une réduction de la consommation privée et des investissements privés. Cette double réduction entraîne une aggravation du chômage (donc des dépenses de l'État) et réduit les rentrées fiscales (ce qui creuse le déficit budgétaire). Tel est le piège dans lequel le gouvernement, après tant d'autres, s'est enfoncé.

- les politiques de rigueur annoncées par plusieurs de nos partenaires européens (Allemagne, Espagne, Italie) va provoquer en Europe les

mêmes phénomènes récessifs qui vont se cumuler : la réduction de la demande globale en Allemagne, par exemple, va réduire les achats de biens français et contribuer à réduire nos propres activités ; ce qui va réduire nos achats en Allemagne, etc.

Cette perspective (évidemment simplifiée) est contestée par certains conjoncturistes qui affirment que le gouvernement a changé de politique économique puisqu'il a remplacé le couple **rigueur monétaire-déficit budgétaire** par le couple **détente monétaire-rigueur monétaire**. Ce qui permettrait le retour à la croissance et à l'emploi (1). Mais, comme le montre André Gauron (2) la politique de la Banque de France n'a pas changé (maintenir la parité franc-mark) et la baisse des taux d'intérêts français ne doit rien à la volonté puisqu'elle suit la baisse des taux allemands (nous dépendons toujours de la Bundesbank) ; quant à la réduction du déficit budgétaire, il serait positif si on coupait dans les dépenses inutiles (par exemple les subventions au patronat) mais il aura un effet pernicieux puisqu'il porte sur la consommation des ménages et sur les commandes de l'État. Nous sommes toujours dans une logique, désastreuse, de déflation.

Sylvie FERNOY

(1) cf. Jean-Paul Fitoussi, *Libération* du 20 mai.

(2) cf. André Gauron, *Libération* du 30 mai.

Faites connaître Royaliste : abonnez vos amis.  
Abonnements d'essai 3 mois = 25 F.

## Israël : la guerre prochaine

« *Si vis Pacem, para Bellum* ». Le débat sous-jacent lors de la campagne pour les récentes élections israéliennes ne portait pas tant sur le choix entre la guerre ou la paix, mais plutôt sur le type de guerre auquel Israël doit inévitablement se préparer.

**U**n battage médiatique sans précédent - orchestré depuis les États-Unis pour lesquels tout est blanc ou noir - a conduit à présenter, d'une manière simpliste, l'enjeu électoral comme un choix entre la paix avec Simon Peres ou la guerre en cas de victoire du Likoud. Cette élection, la première où le Premier ministre est élu au suffrage universel direct, est aussi la première dans laquelle la Maison Blanche se soit à ce point impliquée. Pourquoi Clinton a-t-il « craqué » pour Peres alors que le Likoud était entraîné par une sorte de Clinton de droite, de son âge, pur produit des universités américaines et menant une campagne « à l'américaine » ?

La campagne électorale a montré que dans ce type d'élections les candidats étaient obligés de jouer à fronts renversés : Nétanyahou pour la paix (dans la sécurité) et Peres pour la sécurité (et la paix), ce qui a conduit le second à s'égarer dans un rôle à contre-emploi en bombardant le Liban, manifestant qu'il n'était vraiment pas fait pour ce type de guerre. Car il y a bien deux types de guerres extérieures pour Israël. La différence entre les deux coalitions ne se situe pas dans la politique à mener concernant les Territoires. En effet, chacun voulait se débarrasser de Gaza et des concentrations

arabes de Cisjordanie. Les accords d'Oslo sont un acquis qui n'est plus remis en cause. Peres a réalisé la séparation entre Israël et les Territoires comme les travaillistes avaient inauguré hier la politique de colonisation. Et c'est le Likoud qui a rendu le Sinaï et y a démantelé les quelques colonies juives. Les résultats électoraux ont montré que la population, sur ce point, préfère que les accords soient



appliqués par ceux qui s'y étaient opposés, garantie de rigueur sans les remettre en cause sur le fond.

En revanche, deux conceptions s'opposaient sur la stratégie extérieure : la « vision » de Peres contre une « *real-politique* » à la Likoud, « un nouveau Moyen-Orient » contre la « sanctuarisation » d'Israël. Le concept de paix élargie, de zone de libre-échange de la Méditerranée à l'Euphrate - autre version du « Grand Israël » biblique - définit aussi l'espace stratégique

d'Israël, où il faudrait classer les uns et les autres en alliés ou ennemis, frapper ces derniers avec l'aide des premiers. Ce schéma par son ampleur intéressait nécessairement les Américains, ce qui explique en partie leur engagement dans cette campagne. Il dépasse les capacités d'Israël qu'il inclut en revanche dans un système de garanties internationales, l'alliance privilégiée avec les États-Unis jusqu'au partage

des secrets les mieux gardés, et hier couverts par la loi sur l'espionnage, mais aussi les avantages accordés aux membres de l'OTAN. On s'était beaucoup rapproché de ce schéma depuis le sommet de Charm el-Cheikh et la présence de Clinton au Conseil de Cabinet à Jérusalem, la mise à disposition des bases turques (bases OTAN) pour l'aviation israélienne, les exercices aériens américains en Jordanie, voire le renseignement pakistanais. Ceci est à rapprocher des missions de surveillance au nord et au sud-Irak.

L'ennemi officiellement désigné étant l'Iran.

Avec les généraux Sharon et Eytan en seconde et troisième position sur la liste du Likoud, c'est le Liban qui vient immédiatement à l'esprit. De même la Jordanie que les deux hommes ont toujours considérée comme la patrie de rechange des Palestiniens. Dans cette veille aux frontières proches, l'armée israélienne craint de perdre sa liberté de manœuvre en étant « intégrée » à une chaîne de commandement américaine. Elle ne souhaite pas non plus renoncer à l'option nucléaire. Elle veut, comme le général de Gaulle, que la guerre soit sa guerre. Que l'on se souvienne de la retenue dont le gouvernement Likoud suit faire preuve durant la guerre du Golfe.

Il n'est jusqu'au plan économique où l'opposition se manifeste. Le projet de « nouveau Moyen-Orient » rencontrait évidemment la faveur de la finance internationale et ces milieux furent à la pointe de la campagne favorable à Peres suscitant les réserves que l'on a vues de la part de certains partenaires arabes ou européens. Le *Herald Tribune* avait même écrit que si Nétanyahou était élu, les investisseurs observeraient une pause d'au moins six mois. La campagne électorale a mis, elle, en évidence les réticences d'une partie de la population israélienne. Dans cette élection le Likoud est redevenu le parti des plus pauvres, séfarades, promus cette fois au titre de laissés-pour-compte de la mondialisation, et les travaillistes incarnant le parti des nantis, liés aux investisseurs, ashkénazes d'outre-Atlantique.

Si on lui avait présenté le choix en ces termes, la population dans sa majorité, aurait vraisemblablement préféré les dividendes économiques de la paix et une lointaine guerre « zéro-mort » à l'américaine plutôt que la perpétuation de la garde aux frontières et de l'austérité. Mais il y a de la distance entre les désirs et les réalités...

Yves LA MARCK

**A** fin de reconstituer un projet politique, le Parti socialiste s'est engagé depuis plusieurs mois dans une

réflexion sur les questions décisives de notre temps. Après la mondialisation, c'est la démocratie qui est à l'ordre du jour de ces travaux, qui aboutiront à une convention nationale fin juin. En toute liberté, nous avons pour notre part décidé de présenter nos raisons contre le quinquennat, en faveur duquel Lionel Jospin s'était prononcé lors de la dernière campagne présidentielle.

C'est à un double titre que nous intervenons dans la réflexion des socialistes sur la démocratie pour les mettre en garde contre les dangers du quinquennat : nous sommes des citoyens attachés à l'idéal républicain du bien commun, soucieux des formes institutionnelles qui permettent de s'en approcher ; nous sommes royalistes, héritiers d'une famille politique qui compte parmi ses membres les auteurs de la Déclaration de 1789, de la Constitution de 1791, de la Charte de 1814 et, pour une bonne part, de la Constitution de la III<sup>e</sup> République. Les citoyens royalistes que nous sommes estiment que la Constitution de 1958, point exempt de ambiguïtés et de faiblesses, offre des garanties minimales d'arbitrage, de continuité, de stabilité qui rendent la V<sup>e</sup> République préférable aux régimes d'Assemblée qui l'ont précédée. Or cet acquit disparaîtrait en cas de réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel.

A cette position de principe, on oppose d'ordinaire une série d'arguments circonstanciels qu'il nous faut examiner avant de faire valoir nos raisons constitutionnelles et politiques.

**L'argument psychopathologique** de l'usure du pouvoir est à prendre au sérieux quand le président de la République s'engage et s'expose constamment, en faisant le travail du chef du gouvernement. Tel n'est pas le rôle du chef de l'État, que la Constitution désigne comme arbitre. Or la fonction arbitrale n'est pas de celles qui usent la personne qui l'exerce, comme on le voit en Grande Bretagne, en Belgique, en Espagne...

**L'argument estimatif** du mandat

« trop long » ne signifie rien si on ne donne pas des éléments de comparaison. « Trop long » par rapport à quoi ? Le mandat d'un maire est de six ans. Il n'est pas sérieux d'envisager que le chef de l'État dispose d'une moindre durée.

**L'argument magique** de la « malédiction » du deuxième mandat, dont de Gaulle et Pompidou auraient été victimes, ne tient plus depuis le double septennat de François Mitterrand.

**L'argument consensuel** selon lequel le quinquennat permet d'éviter l'épreuve de la cohabitation est démenti par toute l'histoire de la V<sup>e</sup> République qui montre que la rivalité entre le président de la République et le Premier ministre est structurelle (leurs pouvoirs respectifs ne sont pas toujours précisément délimités) et politique (il s'agit de conserver ou de conquérir le fauteuil présidentiel). L'observation vaut évidemment lorsque les deux personnages appartiennent au même camp : souvenons-nous des conflits entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, entre François Mitterrand et Michel Rocard. En outre, l'élection simultanée du président de la République et de l'Assemblée nationale ne garantit pas nécessairement l'adéquation entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire.

**L'argument arithmétique** d'une moyenne occidentale à laquelle la France devrait se conformer ne tient pas debout. D'abord parce qu'une solution institutionnelle rigoureuse n'est pas nécessairement le résultat d'une moyenne, ensuite parce que les exemples invoqués ne sont pas pertinents : le chancelier Kohl est depuis 14 ans au pouvoir ; le Premier ministre anglais n'est pas chef d'État, le

président américain est à la tête d'institutions fédérales qui sont foncièrement différentes des nôtres.

Enfin, l'argument du « double quinquennat » est particulièrement spécieux : notre Constitution fixe une durée (sept ans) qui peut éventuellement être augmentée à dix ans ou réduite à cinq ans, mais la loi fondamentale ne saurait poser comme règle un hypothétique renouvellement.

Comme les arguments empiriques peuvent être révoqués par d'autres arguments empiriques, la question du quinquennat doit être examinée selon la logique constitutionnelle et selon la raison politique.



♦ Lionel Jospin : il voulait le quinquennat... nous n'en avons pas voulu !

## Institutions

# Contre le quinquennat

quences du quinquennat sur les quatre points que nous avons soulignés :

1/ **Le quinquennat priverait** le président de la République de l'indépendance qui lui est indispensable. Élu en même temps que l'Assemblée, le chef de l'État resterait un chef de parti et il ne pourrait pas prendre ses distances puisque ce parti sera l'instrument indispensable de sa réélection - qu'il y ait, ou non, coïncidence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire.

2/ **Le quinquennat contredirait** par conséquent le principe de l'arbitrage, surtout en cas de coïncidence de vues entre l'Assemblée et la présidence : le classique affrontement droite-gauche situerait encore plus clairement qu'aujourd'hui le chef de l'État dans un camp en lutte contre un autre camp.

3/ **Le quinquennat réduirait** considérablement le souci d'unité. Alors qu'il faut plusieurs mois, voire une année, pour que le candidat élu s'installe dans sa nouvelle fonction, les impératifs de la réélection ou de la succession deviendront prédominants à mi-mandat. Au mieux, le souci de l'unité nationale prendra le pas sur les considérations partisans pendant deux ans.

4/ **Le quinquennat détruirait** la continuité, déjà insuffisante, dont nous disposons. Un président qui a la charge de la nation (l'article 5 stipule qu'il « est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de Communauté et des traités ») doit disposer du temps nécessaire à l'accomplissement de ses tâches constitutionnelles qui impliquent, surtout dans les domaines diplomatique et militaire, une expérience lente à acquérir et une liberté d'esprit difficile à préserver quand on est accaparé par le jeu partisan.

Ainsi, la fonction présidentielle perdrait rapidement sa spécificité, et tendrait à se confondre avec la fonction de chef de gouvernement : le conflit entre les deux têtes de l'exécutif s'en trouverait aggravé et, tôt ou tard, se poserait la question de l'existence même du poste de Premier ministre.

La logique du quinquennat est celle d'une présidentialisation accrue du régime, que l'on chercherait à compenser par la suppression du droit de dissolution. Ce qui nous conduirait à un régime de stricte séparation des pouvoirs dans lequel les conflits entre l'exécutif et le législatif se résolvent par des coups de force ou par des coups d'État. Qu'on se souvienne de Brumaire ! Aussi, les partisans du quinquennat doivent avoir le courage d'informer l'opinion publique de cette logique de présidentialisation - et des risques qu'elle comporte.

Du point de vue politique, et à supposer que le quinquennat n'aboutisse pas à un changement de régime, la réforme

proposée est également lourde de conséquences :

- Quant à la légitimité politique du chef de l'État. Entraîné à devenir un super premier ministre, apparaissant comme le chef d'un camp et, très vite, comme le candidat à sa propre succession, le président de la République apparaîtra beaucoup plus difficilement comme le président de tous les Français, et comme le recours de toute la nation. Il a fallu sept ans (avec l'épreuve de la première cohabitation et la réélection de 1988) pour que la légitimité de François Mitterrand soit incontestée. Celle du président pour cinq ans risque de s'amoindrir dès que « l'état de grâce » post-électoral sera passé.

- Quant à la fonction symbolique du président de la République. Cette fonction, qui définit le Politique en tant quel tel, est incarnée par le chef de l'État qui figure la nation dans son unité même, qui la représente à l'extérieur, et qui est considéré par les citoyens comme l'ultime médiateur. Prendre le risque de réduire l'autorité présidentielle (qui est autre chose que son pouvoir effectif), de mélanger le rôle de chef de l'État et celui de chef de gouvernement, de porter atteinte à la distinction capitale entre la Représentation de la nation et, au sens large son Gouvernement (en faisant coïncider les élections législatives et l'élection présidentielle), c'est dans tous les cas réduire la capacité médiatrice du président de la République. Ceci au moment où les médiations politiques sont moins nombreuses et plus fragiles, où se développe dans la société française le sentiment de perte des repères, où l'appartenance nationale devient problématique. Alors que la crise du lien social et politique s'aggrave, il est aberrant de réduire, en même temps que la durée du mandat, la dimension symbolique (de *symbolé* reliait) du chef de l'État.

Telles sont nos raisons. Nous les présentons en espérant que le parti socialiste ne prendra pas dans le domaine institutionnel une orientation tactique, en fonction des sondages d'opinion. Ce qui reviendrait à faire deux mauvais choix : le sondage est une fausse science qui produit des images fallacieuses et qui plombe le débat démocratique ; la priorité donnée à la tactique sur l'argumentation de fond conduit évidemment à négliger le bien commun, à priver la politique de son sens.

Yvan AUMONT et  
Bertrand RENOUVIN

N.B. Avancés par divers responsables socialistes au cours des dernières années, les arguments en faveur du quinquennat ont été défendus par François Decaumont dans une contribution à l'ouvrage collectif que la Fondation nationale des Sciences politiques a consacré, sous la direction d'Olivier Duhamel et Jean-Luc Parodi, à *La Constitution de la cinquième République* (Presses de la FNSP, 1985 - prix franco 95 F).

Nous avons pour notre part publié le compte-rendu d'une discussion avec Olivier Duhamel sur le quinquennat dans un numéro du *Lys Rouge* (n° 47 - 3<sup>e</sup> trimestre 1993 - prix franco 25 F) consacré à la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

## Un compagnon bienvenu

Dénoncer les idées reçues ou les lieux communs sous la forme aérée du dictionnaire est un exercice qui a toujours séduit les hommes libres. Il y eut Flaubert et Bloy, et Ellul naguère. Aujourd'hui, John Saul.

John Saul est un personnage singulier. Canadien anglophone, excellent connaisseur de la France et de l'Asie, il cultive un esprit voltairien, subtilement rehaussé d'une pointe de bouddhisme indochinois. Le cocktail est délectable, et c'est lui qui irrigue les définitions de ce dictionnaire décapant judicieusement intitulé « *Le Compagnon du Doute* ». Eh oui ! nous l'oublions trop, le doute est la base première de la liberté. Et douter, c'est questionner. Chacune des gloses élaborées par John Saul est en réalité une question posée à nos nouveaux maîtres à penser. Il y a fort à parier qu'ils n'y répondront pas. Ce serait, pour eux, s'aventurer en terrain découvert. Nous verrions bien vite qu'en fait de raisonnements irréfutables, ils procèdent surtout par affirmations péremptoires, et que leur force de persuasion réside tout entière dans le martèlement des répétitions (cette navrante musique trouve, il est vrai, de nombreux relais).

Quels sont donc ces maîtres-penseurs que John Saul a pris pour cible ? Vous l'avez sans doute déjà deviné. Il s'agit bien sûr des néo-libéraux, des tenants de ce que l'on appelle en France - mais l'expression est déjà galvaudée - la pensée unique. A leur cynisme, il oppose l'humour ; à leur déterminisme, le bon sens (un bon sens très savamment argumenté). « *Le Compagnon du Doute* » frappe fort. Le baume du Bouddha n'atténue en rien l'acidité de Voltaire, il soulignerait plutôt la nécessité

cathartique des brûlures : protégez-vous des *boys* de la *Chicago School of Economics* et des bonzes tibétains ! Il n'est pas un des lieux communs, pas une des idées reçues dont se gargarisent nos élites auto-proclamées, qui échappe à cette perspicace investigation. Progrès, Mondialisation, Privatisation, etc., tout y passe. Il faudrait tout citer. Nous ne donnerons qu'une seule définition, brève, à titre d'illustration :

« *ECONOMIST (The). Magazine qui cache le nom de ses journalistes pour faire croire qu'ils dispensent des vérités impartiales plutôt que des opinions. Cette technique de vente, qui n'est pas sans rappeler le catholicisme d'avant la Réforme, n'a rien d'étonnant de la part d'une publication portant le nom de la science sociale la plus encline à jouer aux devinettes et à avancer des faits imaginaires sous couvert d'inévitabilité et d'exactitude. Que cet hebdomadaire soit la bible du cadre d'entreprise démontre à quel point les idées reçues constituent le pain quotidien d'une civilisation gestionnaire* ».

Je pense que vous avez compris : « *Le Compagnon du Doute* » est un ouvrage indispensable à ceux qui voient dans l'exercice de la liberté, la condition de leur dignité. Pour les autres, qu'ils regardent la télé ou parcourent le dernier Alain Minc !

Patrick PIERRAN

John Saul - « *Le Compagnon du Doute* », Payot, 336p., prix franco : 140 F.

## Qu'est-ce que travailler ?

Même si le travail reste insaisissable dans son essence, la réflexion sur nos savoir-faire permet de mieux comprendre nos tâches, et les malheurs du temps.

Il y a trois mauvaises raisons de dédaigner les trois leçons que Hervé Fradet consacre à la question du travail : l'auteur est peu connu, le thème est rebattu, l'ouvrage paraît dans la collection « *Philosophe* » (1) qui est destinée aux élèves de Terminales et étudiants qui préparent le DEUG de philosophie.

Que chacun, dominant sa timidité ou son snobisme, se procure sans tarder (2) cet ouvrage : la réflexion d'Hervé Fradet renouvelle le sujet, avec une clarté dans l'exposition qui permet à chaque citoyen d'en profiter.

Manifestement, l'auteur a beaucoup souffert des clichés et des homélies sur le travail qui tiennent lieu de philosophie : le travail dévalué chez les Grecs, (l'esclavage), surévalué par Marx (la valeur travail), dialectisé par Hegel (le maître et l'esclave). Quitte à disserter sur les Grecs, autant savoir qu'ils méprisaient d'autant moins le travail qu'un de leurs plus grands poètes, Hésiode, donne de celui-ci une explication très profonde : le travail n'est pas la lutte des hommes avec la nature, mais celle des hommes entre eux, qui se jalouse et s'envient. C'est dire que la lutte est infinie, qu'aucune tâche n'est jamais accomplie. Quitte à évoquer Marx, autant lire ou relire les Manuscrits de 1844, où le jeune philosophe définit le travail comme acte d'amour, et le suivre dans son dialogue avec Aristote avant de découvrir comment, faute

d'avoir médité Homère, le révolutionnaire communiste développa une conception domestique du travail qui enferma l'homme au lieu de la libérer. Et pour vous convaincre tout à fait de l'actualité des philosophes et des poètes grecs, ne manquez pas le portrait de Bernard-Henri Lévy par Platon...

Ce ne sont pas là des jeux, ou des travaux, pour intellectuels. Les Grecs, Marx, la Bible, saint Augustin, ou encore Max Weber, sociologue inusable et incertain, nous parlent de nous-mêmes et de la situation intolérable dans laquelle nous plonge actuellement le capitalisme : la compétitivité détruit la bonne rivalité des gens de métier et institue la guerre de tous contre tous, au nom d'une logique de la rentabilité qui vise le travail sans produit. Le travailleur est donc obligé d'être à la fois le soldat-citoyen de l'entreprise, totalement mobilisé pour son service, et l'homme sans qualités qui doit pouvoir s'adapter à n'importe quel recyclage. Les innombrables victimes de ce système nous obligent à recréer du travail, sans que nous parvenions à le définir. Nous n'avons pas encore le savoir de nos savoir-faire, dit Hervé Fradet. Mais nos savoir-faire ne nous dispensent pas de l'effort de savoir.

Jacques BLANGY

(1) Hervé Fradet - « *Trois leçons sur le travail* » - Éditions Quintette, 1990.  
(2) de préférence à nos bureaux, prix franco : 50 F.

## Dieu est-il fanatique ?

La question posée par Jean Daniel dans son dernier livre a trouvé une tragique confirmation dans l'actualité de ces derniers jours. L'assassinat des sept moines de Tibéhérine a bien été commis par des fanatiques qui ne se réclamaient que de Dieu. Mais les sept religieux assassinés se réclamaient aussi de l'Unique. Et c'est même pour cela qu'ils eurent le courage de demeurer dans leur monastère, témoins de l'amour désarmé, à l'imitation de leur maître, qui, nous dit l'Évangéliste Jean, « *ayant aimé les siens, les aima jusqu'à la fin* ». N'empêche, celui qui naquit dans cette Algérie où coexistaient les trois religions du Livre a la mémoire longue. Il relie au présent de sa terre natale dévastée tous les appels aux meurtres et tous les massacres effectifs qui furent commandés au nom de la foi. Et de cette pensée il ne peut se délivrer. Elle lui paraît même contenue dans les Écritures, et notamment l'histoire d'Abraham : « *La foi consiste à adorer Dieu quand il ordonne le meurtre, comme une femme veut éprouver le caractère inconditionnel de la dévotion de son amant* ». Et encore : « *Dieu est fanatique lorsqu'il intervient dans les affaires de la cité et dans les rapports humains. Il est fanatique et il fanatise. Car Abraham, au moment où il obéit, ne paraît aucunement prendre de décision. Il est envoûté. Sombambulique* ».

Jean Daniel n'ignore nullement que le fanatisme qui s'est déployé avec les totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle n'avait rien à voir avec la postérité d'Abraham. La foi dans le Progrès, dit-il, s'était substituée à la transcendance, mais c'était substitué de religion. La première conclusion à en tirer, c'est à coup sûr la nécessaire séparation du politique et du religieux, la constitution d'un État de droit et d'un espace international pacifié aussi, autant que possible, par le droit. Mais séparation ne veut pas dire forcément indifférence, encore moins méfiance plus ou moins hostile. Le problème aujourd'hui posé, c'est bien le possible accord du religieux et du politique en tant qu'il implique l'autonomie du droit. C'est tout l'enjeu d'un Islam français. Et c'est ce contre quoi s'affirme le fondamentalisme qui ne saurait rien retrancher à la souveraineté de type théocratique. L'affaire paraît donc simple.

Mais elle l'est beaucoup moins qu'on le croit. Et c'est là que j'ai envie d'ouvrir une discussion avec Jean Daniel. Il m'apparaît, en effet - mais je puis me tromper - qu'il accorde un peu trop à ceux qui mêlent Dieu à cette querelle, sans vérifier la légitimité de leur réquisition. Il est tout de même singulier que les fanatiques et les « laïques » s'accordent au moins sur un point : c'est que Dieu est l'objet de leurs discussions. D'un côté, on veut établir son règne par tous les moyens. De l'autre, on veut le chasser à tout prix. Et si « Dieu » était fondamentalement étranger à tout cela ? S'il n'était réquisitionné qu'à titre d'idole qu'on manipule à souhait, tyran ou monstre ? Jean Daniel répondra sans doute que l'ambiguïté est dans les textes sacrés. Même si j'en suis moins sûr que lui, je répondrai

qu'en ce cas c'est la tâche de la théologie à aller au-delà de l'ambiguïté ; et que cette tâche qui consiste en un discernement, ne se sépare pas de ce qu'il appelle « *questionnement* ». « *Le salut de l'homme peut se réfugier dans une certitude mystique personnelle, mais l'avenir des hommes dans la cité est dans le questionnement* ». Entend-t-il par là que la mystique serait étrangère à l'intelligence et que le religieux appartiendrait à l'univers du mystique qui est l'opposé du logos. En ce cas, il serait plutôt jungien. Et par ailleurs, il semble beaucoup accorder à la théologie rationnelle d'un saint Thomas d'Aquin, a fortiori d'un Raymond Lulle. Mais là où je verrais une contradiction, lui fait peut-être plutôt la part d'un cheminement personnel.

N'empêche. L'opposition radicale qu'Émile Bréhier voyait entre théologie et philosophie et qu'il reprend à son compte établit un divorce profond entre ce qui relève de la révélation et ce qui relève de la raison. Bréhier était scandalisé à l'idée que Gilson se réclame d'une philosophie chrétienne, l'expression lui paraissant antinomique. Sûrement pas en tout cas dans la tradition thomiste et plus généralement la tradition catholique. Pour saint Thomas, il y a ce qui est révélaire à la lumière naturelle de la raison et ce qui est révélé divinement. Mais ce qui est révélé ne contredit nullement ce qui est rationnel, et le rationnel ne saurait être mis en défaut sur son propre terrain. Mieux encore, la Révélation est productrice de raison (par exemple la notion de création est un incomparable instrument rationnel) et la raison s'avère indispensable dans l'investigation de la Révélation.

Je me demande donc si Jean Daniel n'est pas d'une certaine façon victime de cette dissociation, réservant le questionnement à la cité et le mythe au religieux et au divin. Il est d'autant plus enclin à cette tentation que le divin relève pour lui de l'esthétique. Certes, je serai le dernier à lui reprocher ce sens du beau qui le fait vibrer à Vézelay, Fontenay ou Tournus, ou encore à Kairouan ou à Istanbul. Mais le divin n'est pas Dieu. Peut-être a-t-il quelque rapport avec lui :

mais Dieu est Dieu ! Puisqu'il est amoureux lui aussi de l'art cistercien, j'ai envie de le renvoyer aux écrits des grands cisterciens, qui allaient à Dieu de tout leur être, leur corps, leur âme rationnelle et leur esprit fait pour la contemplation. Prenons Guillaume de Saint Thierry : « *L'intelligence du penseur devient amoureuse contemplation, transformant ce qu'elle saisit en je ne sais quelles expériences d'une suavité spirituelle ou divine, elle en affecte le regard de l'esprit penseur, et ce regard devient jouissance de joie* ».

C'est l'erreur, il me semble, d'Heidegger d'avoir substitué le divin à Dieu et Jean Daniel - est-ce scrupule d'agnosticisme ? - préfère laisser Dieu aux croyants, sans renoncer à la beauté indicible que révèle les traditions. C'est un humaniste qui respecte le divin et reste irréductiblement attaché à la part religieuse de la culture française. Mais peut-être le retrouverai-je dans son admiration pour Raymond Lulle qui dans l'Espagne des trois religions du Livre s'efforça de trouver une voie de réconciliation, répudiant tout esprit de guerre sainte. Dans cette perspective Révélation et intelligence sont bien réconciliées : « *Je ne crois pas trop tirer vers la modernité le message du grand Catalan en disant qu'au bout de cette métaphysique du questionnement, il y a une ouverture vers une forme de laïcité* ». Pourquoi pas ? Mais cette laïcité qui rend à César ce qui est à César ne méprise ni ne dénature ce qui est à Dieu, reconnaissant éventuellement la dette que la culture vivante et le droit doivent à l'intelligence théologique.

Jean Daniel - « *Dieu est-il fanatique ?*, Essai sur une religieuse incapacité de croire » - Arléa - prix franco : 118 F.

par Gérard Leclerc



# Les Pleurs de Babel

La disparition du communisme européen représente sans doute une commotion aussi forte que l'éclatement de l'empire austro-hongrois.

Georges Walter rapproche d'une façon romanesque ces deux événements.

Le narrateur promet à Erna, sa mère, d'origine hongroise, de rencontrer Otto de Habsbourg, plus précisément de lui « toucher la main ». C'est l'occasion, pour lui, de faire revivre le monde de ses grands-parents dans la Hongrie d'avant, pendant et après 1914. Sa lecture lui permettra de résoudre l'énigme posée par la singulière exigence maternelle ; à celle-ci s'ajoutera la recherche de l'explication de la mort prématurée d'Ilona, la sœur d'Erna.

Les clés se trouvent à Paris ; la reconstitution des existences des survivants de diasporas successives, leurs rencontres probables, permettra de mettre à jour une vérité probable elle aussi. Quelle autre méthode utiliser pour démêler les fils de l'histoire des peuples emmêlés de l'empire ? Mais *Les pleurs de Babel* appartient à un genre romanesque très ancien et très moderne à la fois : celui pour qui il y a (toujours) une foi à quoi se

mesurent les héros, ici à la double énigme qui révèle les personnages sans les livrer en pâture au lecteur ; l'écriture de Walter réussit à les rendre aussi exotiques à l'Est qu'à l'Ouest. Nous n'oublierons pas Sigismond le savant linguiste juif qui réunit chez lui « les Docteurs pour rappeler la persistance des lois de l'univers » ; le même, affecté à la censure, ne lit pas le courrier pour pouvoir affronter, le regard clair, ses concitoyens. La vie dans ces régions d'Europe centrale ressemble à un roman tragique : éclatement des langues, convulsions des peuples.

Devant tant d'horreurs, l'auteur se garde d'apporter une solution ; il propose plutôt une attitude : celle de la fidélité, non à une promesse que l'homme peut faire, mais à la promesse qu'il pressent lui avoir été faite il y a très longtemps, une fois pour toutes ; elle justifie que Sigismond consacre son existence à interroger la Genèse et conclue que le chantier de Babel reste ouvert. C'est également le sentiment du narrateur qui voit symboliquement « Otto (...) demeurer le témoin actif, le survivant lucide d'un siècle fumant comme un théâtre incendié dont il connaît le répertoire ».

François DENOEL

Georges Walter - « Les pleurs de Babel » - prix franco : 131 F.

# Résister en Algérie

Contre le fondamentalisme, au péril de leur vie, des femmes algériennes mènent une lutte quotidienne, non spectaculaire, décisive.

Un jour, en haut lieu - c'était peu avant la fin du mandat de François Mitterrand - j'ai entendu dire que les images de la guerre civile en Algérie n'étaient ni assez nombreuses ni assez fortes pour provoquer l'émotion et la mobilisation de ce côté-ci de la Méditerranée.

Des images, en voici. Pas spectaculaires, pas sanglantes comme l'exige la norme médiatique, mais belles et émouvantes. Des images de femmes d'Algérie, jeunes et vieilles, voilées ou dévoilées, souffrantes parce qu'elles sont veuves (plus de dix mille veuves, à cause du terrorisme), marquées par la torture et le viol, certaines encore soumises à la contrainte, la plupart libérées, militantes, fières de leur résistance à l'intégrisme. Les photographies de Joss Dray et de Nadia Benchallal ne sont pas complaisantes, ni faites pour apitoyer : elles commandent le respect.

Et le commentaire de Françoise Germain-Robin (1) accompagne fidèlement les images, par sa rigueur et sa retenue. Correspondante permanente de *L'Humanité* en Algérie de 1978 à 1982, l'auteur sait de qui et pour qui elle parle. Hors du schématisme et de la langue de bois, Françoise Germain-Robin nous dit en peu de pages les espoirs nés de l'indépendance, dans la société algérienne et singulièrement pour les femmes, les réussites indéniables (l'alphabétisation, la scolarisation) mais aussi les renoncements devant le poids des traditions et sous la pression

du FIS. Elle évoque l'histoire de l'Algérie et rappelle la part prise par les femmes dans les mouvements de résistance et de révolte : mémoire de la Kahina, reine berbère des Aurès victorieuse des Arabes à Tébessa en 705, de Lalla Fatma et de Lalla Khadija Bent Belkacem, qui menèrent les deux insurrections kabyles du XIX<sup>e</sup> siècle, mémoire des combattantes du FLN...

Cette tradition ne s'est pas perdue, comme en témoigne l'actuelle résistance contre les pressions et les menaces intégristes. Résister aujourd'hui, c'est marcher dans la rue le visage dénudé, et se laisser photographier ainsi. C'est assurer ses cours, faire son travail de journaliste, participer à des compétitions sportives. Tous actes qui nous paraissent simples, qui ne sont pas médiatiques, mais pour lesquels les femmes d'Algérie risquent leur vie et l'ont parfois donnée. Françoise Germain-Robin nous les présente en d'admirables portraits : celui de Khalida Messaoudi, militante du droit des femmes, de Saïda Benhabylès, ancien ministre qui dirige une association d'aide aux victimes du terrorisme, de la journaliste Zazi Sadou...

Pour certains Algériens, ce sont les femmes qui ont empêché la victoire du FIS. Et ce sont elles qui, la paix revenue, transformeront leur société.

Maria DA SILVA

(1) Françoise Germain-Robin - « Femmes rebelles d'Algérie » - Les Éditions de l'Atelier, 1996 - prix franco : 127 F.

## TÉLEX

♦ **ALGÉRIE** - La NAR avait invité ses militants et sympathisants à se rendre individuellement à la manifestation organisée le 28 mai sur le Parvis-des-droits-de-l'homme à la mémoire des sept moines assassinés en Algérie.

♦ **CITÉ** - Le prochain numéro de notre revue *CITÉ* (à paraître fin juin) a pour thème « Enseigner l'histoire ». Rappelons que *Cité* reparait après quatre ans d'interruption et que le numéro récemment paru (numéro 27) avait pour thème « L'État et le citoyen » (prix franco 35 F).

♦ **VACANCES** - Comme tous les ans *Royaliste* suspendra sa parution pendant les vacances. Le dernier numéro avant celles-ci (daté du 8 juillet) sera un numéro de 16 pages spécialement conçu pour faire connaître notre mouvement et notre journal. On peut d'ores et déjà nous en passer commande (5 ex. = 40 F - 10 ex. = 60 F).

## LIVRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Envoyez-nous systématiquement toute coupure de presse concernant la NAR, les principes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article.

## ÎLE-DE-FRANCE

**Samedi 15 juin à 16 h.** La Fédération Île-de-France a invité Mme Elisabeth Turpin à venir exposer l'action de l'association « **Changer la Une** » qu'elle anime. Cette association s'est fixée comme objectif d'obtenir le non renouvellement de la concession de TF1 au groupe Bouygues et la NAR lui a apporté son soutien depuis le début de son action.

## Vient de paraître

**CLOVIS**  
496-1996

Enquête sur le  
15<sup>e</sup> centenaire

par Philippe Delorme  
et Luc de Goustine

prix franco 110 F

## AUTOCOLLANTS

## Réagissons !

Contre les projets de durcissement des «lois Pasqua» : un nouvel autocollant.



Autocollant rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible.

Vendu par planche de 12. La planche : 7 F franco, les quatre planches (48 ex.) : 16 F franco, les dix planches (120 ex.) : 30 F franco.

## ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 40 F pièce (franco de port).

♦ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

♦ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

♦ Fleur de lys (vieux or, doré ou argentée) - 17 mm de haut.

♦ Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm de haut.

♦ Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

♦ Blason de France (trois fleurs de lys or sur email bleu) - 10 mm de haut.

♦ Grandes armes de France (email or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

♦ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

## NOUVEAU :

♦ Cœur chouan (email rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

## FANION

Fanion de table aux armes de France. En rayonne de format 9 x 13 cm, monté sur tige métallique, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. Hauteur totale 25 cm. Prix franco : 50 F

## MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

♦ **Mercredi 12 juin** : Historien, directeur de la rédaction de *Courrier international*,

Alexandre ADLER vient chaque année traiter devant nous une question de politique internationale. Alors que se multiplient les discours convenus mais de moins en moins éclairants sur la monnaie unique et le rôle de la Bundesbank, alors qu'on évoque en contrepoint la crise économique et sociale qui sévit Outre-Rhin, nous avons demandé à notre ami de faire le point sur « la politique de l'Allemagne », au présent et pour l'avenir.

♦ **Mercredi 19 juin** : Comment analyser le mouvement social de décembre 1995 ? Quelle que soit la manière dont nous l'avons ressenti et vécu, nous ne pouvons nous contenter d'en rester sur nos impressions du moment : la distance permet éclaircissement et prévisions. Aussi avons-nous demandé à deux

sociologues, auteurs du « Tournant de décembre », première étude publiée sur le sujet, de nous présenter leurs interprétations : l'un, Alain CAILLÉ, anime la revue du *MAUSS* qui est souvent citée dans nos colonnes, l'autre, Jean-Pierre LE GOFF, est spécialiste du monde du travail et plus particulièrement de l'entreprise.

♦ **Mercredi 26 juin** : Comment s'y retrouver dans les quelque quarante livres qui ont été récemment publiés sur Clovis ? En effectuant une enquête globale, portant à la fois sur l'événement historique, sur la naissance et le développement de la légende, et sur la manière dont l'histoire et le mythe sont interprétés aujourd'hui. Telle est l'ambition de l'« Enquête sur le 15<sup>e</sup> centenaire de Clovis » que nos amis Luc de GOUSTINE et Philippe DELORME viennent de publier. Avec eux, nous débattons des enjeux religieux, politiques et historiographiques de cette commémoration.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande.

## CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, nouvellement élu par les adhérents, tiendra sa première réunion à Paris le dimanche 23 juin prochain. Au pro-

gramme : analyse de la situation politique et sociale, définition des actions à mener à court et moyen terme, organisation du mouvement.

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....  
Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Profession : .....  
Adresse : .....  
.....  
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Siméon le médiateur

**D**e retour dans leur patrie après cinquante années d'exil, le roi Siméon et la reine Margarita de Bulgarie ont été accueillis à Sofia par 600 000 personnes.

Tel est le fait. Il mérite la réflexion des royalistes français, qui se tiennent évidemment à l'écart de la politique bulgare et qui ne veulent pas jouer aux donneurs de leçons. La monarchie naît ou renaît toujours d'une relation entre un roi et un peuple, qui se noue ou se renoue dans une nation singulière et pour elle - et non de manoeuvres organisées par une quelconque internationale militante.

A lire les reportages (1) et les déclarations du roi (2), Siméon II ne correspond manifestement pas aux préjugés qui continuent d'avoir cours dans certains de nos cercles politico-médiatiques. Celui qui a été chassé de son pays en 1946 n'y revient pas à la suite d'intrigues de comédie. L'homme qui doit son exil aux communistes n'a jamais eu le goût de la vengeance et ne se présente pas en partisan avide de revanche, mais en citoyen paisible, soucieux d'éviter toute polémique, alors que le gouvernement (néo-communiste) n'a pas facilité l'arrivée du couple royal - c'est le moins qu'on puisse dire. L'homme qui accepte d'être considéré comme un simple citoyen n'est pas venu en opposant au régime puisque la visite qu'il a faite au président de la République Jelio Jeleu « fut plus que charmante et agréable ». Enfin, celui qui est juridiquement roi des Bulgares n'est pas venu demander son droit, ni tenter d'être rétabli par une

foule qui ne demande que cela : il est « *rentré dans le cadre strict de consultations, pour écouter, voir, apprendre et rencontrer le plus grand nombre de compatriotes afin de mieux sentir les réalités* ». Mais Siméon II ne renonce pas non plus à être ce qu'il est : homme de piété, de mémoire, de fidélité à sa famille, à son père, à la dynastie nationale, qui s'est recueilli, en compagnie de la reine, sur la tombe de Boris III qui fut avant lui roi des Bulgares.



Tel est l'homme, le citoyen, le roi que des centaines de milliers de Bulgares ont reconnu et acclamé. Puissance des mythes ancestraux ? Simple émoi nostalgique ? Non pas. Le roi ne surgit pas du passé pour y renfermer le peuple, mais pour mieux comprendre les causes et l'ampleur d'un désarroi manifeste : la vie politique bulgare est placée sous le signe de la déception provoquée par les divisions d'une droite battue par des néo-communistes qui ne parviennent pas à redresser une situation économique et sociale très préoccupante. Dans cette sombre actualité, que peut et que veut l'ancien proscrit ?

Rien ! Siméon est arrivé en déclarant qu'il n'a « *ni programme ni soif de pouvoir* ». C'est donc un personnage dérisoire pour tous ceux qui réduisent la politique à des promesses chiffrées et à des rapports de force, oubliant que le politique est d'ordre symbolique. Siméon est là où il doit être, en ce moment précis de l'histoire, et sa force tient à cette simple présence, à la mémoire qu'elle active, à l'espoir qu'elle fait naître. C'est le début de l'opération symbolique par laquelle le peuple se relie concrètement à son histoire, par la médiation de la personne royale, et actualise sa relation avec le passé : il la met en acte, il l'inscrit dans l'actualité. Comme cette opération réunit toutes les générations, transcende les appartenances sociales et nombre de clivages politiques, beaucoup en viennent à souhaiter que cette relation paisible et apaisante avec l'histoire et entre les groupes se prolonge au-delà de l'instant de la manifestation, et s'institue.

Le roi n'est rien d'autre que cette personne capable de relier passé, présent et avenir, rien d'autre que cet homme qui propose de rendre service à une nation, en étant le médiateur dans ses conflits, en incarnant une institution monarchique qui « *offre des éléments de stabilité, de continuité et d'unité nationale qui permettent de défendre et mieux protéger qu'aucun autre système les minorités ethniques* ». Siméon ne se pose pas en sauveur, et refuse qu'on le regarde comme tel. Un roi n'est qu'un serviteur.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) cf. les reportages de Stéphane Bern dans *Le Figaro* du 27 mai et dans *Le Figaro magazine* du 1<sup>er</sup> Juin.

(2) cf. ses propos recueillis par Stéphane Bern à Sofia, dans *Le Figaro* du 28 mai. Toutes les citations sont tirées de cet entretien.